

## MAIRIE DE DRAGUIGNAN



DÉPARTEMENT

DU VAR

## ARRÊTÉ DE POLICE N°A-2021- 1930

Richard STRAMBIO, Maire de la ville de DRAGUIGNAN, Président de DRACÉNIÉ PROVENCE VERDON agglomération, Conseiller régional région Sud PACA ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122.28, L 2212.1 à L 2213.6 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Décret n° 2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement ;

Vu l'arrêté municipal du 08 janvier 1963 portant réglementation de la circulation et du stationnement modifiés ;

Vu l'arrêté municipal n°A-2017.2139 du 25 octobre 2017 portant réglementation du stationnement sur une partie du territoire de Draguignan ;

Considérant la nécessité de réduire la vitesse des véhicules motorisés sur l'avenue du Col de l'Ange suite à la réfection du revêtement de sa chaussée ;

Considérant la nécessité de développer les trajets en modes doux ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : La vitesse des véhicules motorisés est limitée à 50 km/h sur l'avenue du Col de l'Ange.

**ARTICLE 2** : Une chaussée à voie centrale banalisée est instaurée sur l'avenue du Col de l'Ange.

**ARTICLE 3** : Le stationnement est interdit sur l'emprise de la chaussée de l'avenue du Col de l'Ange.

**ARTICLE 4** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par les services techniques de la ville.

**ARTICLE 5** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation susvisée.

**ARTICLE 6** : M. le Directeur général des services,  
M. le Directeur général des services techniques  
M. le Chef de la police municipale  
M. le Commissaire principal de police,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision, et rappelle conformément aux termes de l'article R.421-1 du Code de justice administrative qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

DRAGUIGNAN, le 20.12.24

P/le Maire, Président de DPVa,  
L'Adjoint délégué,  
Conseiller départemental



  
**Grégory LOEW**